

Département du Pas-de-Calais  
Arrondissement de ST OMER

## COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION D'AUDRUICQ

\*\*\*\*\*

### Extrait du Registre des Délibérations

*L'an deux mille seize et le mercredi 6 juillet à 19h00, le Conseil Communautaire légalement convoqué le 27 juin 2016 s'est réuni sous la Présidence de Madame Nicole CHEVALIER, Présidente de la Communauté de Communes de la Région d'Audruicq dans la salle des fêtes d'Offekerque*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
41	41	37

### ETAIENT PRESENTS :

- ✦ Mesdames CHEVALIER Nicole, BOURGOIS Catherine, FONTAINE Caroline, MARTINACHE Nicole, BECQUET DOMAIN Véronique, MONTUY Amandine, BEAUFILS Clotilde, RIQUEMBOURG Mireille, HANTSCHOOTE Muriel, DUYTSCHÉ Carole, BOULANGER Béatrice, CARON Evelyne, POPIEUL Charline.
- ✦ Messieurs VANGREVELYNGHE Christian, MELCHIOR Frédéric, MICOLINO Bruno, WAY Patrick, DAULLE François, PECQUEUX Jean, VERMERSCH Guy, BAILLOEUIL Jean-Gabriel, ROUZE Thierry, LOUQUET Gérard, VANDENBAVIÈRE Benoît, PIQUET Daniel, ENGRAND Yves, DELACRE Jacques André, BOCQUELET Claude, POLLAERT Régis, TACQUET Daniel,

### ETAIENT EXCUSES :

- ✦ Monsieur COPPIN Frédéric, Monsieur COUSIN Charles, Monsieur BOIDIN Jean, Monsieur MAJEWICZ Olivier, Madame KOLODZIEJCZAK Laura, Madame BRICE Élodie Madame DEHOUCHE LHEUREUX Anne qui ont donné respectivement pouvoir à Madame MARTINACHE Nicole, Madame BECQUET DOMAIN Véronique, Monsieur VANGREVELYNGHE Christian, Madame RIQUEMBOURG Mireille, Monsieur VERMERSCH Guy, Monsieur PIQUET Daniel, Monsieur WAY Patrick.
- ✦ Messieurs PLANQUE Olivier, RENAULT Julien, POURRE Dominique, Madame PECQUEUX-WIRQUIN Marie-Josée,

### Secrétaire de séance

- ✦ Madame BEAUFILS Clotilde

### DELIBERATION N°6

**OBJET : AVIS SUR LE PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES LITTORAUX DE GRAVELINES, OYE-PLAGE  
ET GRAND-FORT-PHILIPPE**

Il est fait part à l'assemblée que :

- Le Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) de Gravelines à Oye-Plage a fait l'objet d'un premier arrêté inter-préfectoral de prescription pris le 13 septembre 2011 sur les Communes de Gravelines, Oye-Plage, Grand-Fort-Philippe, Saint-Georges-sur-l'Aa, Saint-Folquin, Vieille-Eglise, Nouvelle-Eglise, Saint-Omer-Capelle, Offekerque.
- Les études hydrauliques ayant montré que seules les trois communes de Gravelines, Oye-Plage et Grand-Fort-Philippe sont exposées à l'aléa de référence, le PPRL a été re-prescrit par arrêté inter-préfectoral du 17 décembre 2015. Le risque traité est celui d'inondation par submersion marine.
- Dans le cadre de la consultation officielle, et conformément à l'article R.562-7 du Code de l'Environnement, le projet de Plan de Prévention des Risques Littoraux a été adressé à la Communauté de Communes de la Région d'Audruicq afin de recueillir l'avis de l'assemblée délibérante, par courrier en date du 3 mai 2016 reçu le 13 mai 2016.
- A l'issue de la consultation, le dossier sera soumis à enquête publique. Après son approbation, le PPRL s'imposera aux documents et à la gestion des actes d'urbanisme.
- Lors de sa réunion du 23 juin 2016, la Commission Urbanisme a étudié le projet de PPRL et a formulé un certain nombre d'observations.
- Ces observations poursuivent les objectifs suivants :
  - Améliorer la lisibilité du document pour les personnes qui viendraient consulter le dossier d'enquête publique ou le dossier final ;

-Faciliter l'application du document par les services instructeurs des autorisations d'urbanisme ;

-Proposer des mesures qui concourent à la sécurité des personnes et des biens.

➤ Les observations formulées sont les suivantes :

**\*Observations proposées afin d'améliorer la lisibilité du document et la compréhension des mesures obligatoires**

-Compte-tenu de la complexité du document, il est demandé d'intégrer un résumé non technique dans le dossier d'enquête publique et le dossier final, qui spécifie les éléments suivants :

- L'existence de mesures obligatoires, à réaliser dans un délai de 5 ans ou 2 ans pour le secteur des Escardines, concernant les biens et activités existants ;
- Les éventuelles conséquences sur les assurances (refus d'indemnisation, non reconduction des polices d'assurance...) du non-respect des mesures prévues par le PPRL et/ou de son zonage réglementaire ;
- Les obligations dans le cadre d'une demande de permis de construire (réalisation d'une étude préalable et production d'une attestation établie par l'architecte du projet ou un expert certifiant la réalisation de l'étude et constatant que le projet respecte les dispositions réglementaires du PPRL).

Ce résumé non technique pourrait comporter des renvois vers les pièces constitutives du PPRL. Le document serait ainsi plus lisible pour un particulier qui en prend connaissance pour la première fois.

**\*Observations qui concernent les mesures proposées :**

-Le projet de PPRL autorise la création d'étages-refuges au-dessus de la cote de référence, dans la limite d'une augmentation de l'emprise au sol de 10 ou 20m<sup>2</sup> selon la zone d'aléa considérée.

Cette emprise au sol de 10 ou 20 m<sup>2</sup> semble insuffisante, notamment pour un logement qui accueillerait 4-5 occupants et/ou des personnes à mobilité réduite.

Cette limitation de l'emprise au sol ne permet pas non plus de transférer les pièces de vie à l'étage et de dédier le rez-de-chaussée, en particulier s'il est situé sous la cote de référence, à des usages plus techniques (garage, cellier, ...).

Il est donc demandé d'autoriser les extensions sans limitation de surface et sous réserve qu'il n'y ait pas d'augmentation d'emprise au sol.

-Il est demandé d'imposer dans l'ensemble des zones réglementées que les cuves des systèmes d'assainissement non collectif soient arrimées et dotées d'une dalle de lestage (une mesure est certes prévue en page 68, mais ne concerne que les cuves de combustibles ou de produits polluants).

-Il est demandé à ce que les garages et abris de jardin soient autorisés pour l'habitat diffus de la zone Vert foncé, en particulier au sud de la Route des Dunes (côté Est) : en effet, le fait de ne pas autoriser ces annexes n'empêchera pas forcément leur implantation, notamment en ce qui concerne les abris de jardin. Or, une implantation irrégulière peut avoir des conséquences préjudiciables en cas d'indemnisation par les assurances. En outre, le fait d'autoriser les abris de jardin et garages n'aurait aucune conséquence sur le risque et son augmentation.

-La Communauté de Communes de la Région d'Audruicq a identifié la Maison dans la Dune comme une porte d'entrée du territoire dans le Schéma de Développement Touristique qu'elle a adopté en juin 2010. En effet, cet équipement accueille à l'année l'association des guides nature du Platier d'Oye. Le Comité de Promotion Economique et Touristique Intercommunal y tient un point d'information pendant la période estivale et organise des animations en lien avec la mer pour les familles. Des travaux d'aménagement de cet équipement sont envisagés, notamment une extension pour un accueil de groupes et de scolaires. Il est demandé d'autoriser au règlement la réalisation de cette opération sous réserve de l'accord préalable de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

-Il est important que les campings existants sur la Commune d'Oye-Plage puissent pérenniser leur activité, car ils concourent aussi à l'attractivité du territoire communal et intercommunal.

Or, les tableaux de synthèse précisent que les habitations légères de loisirs sont interdites.

Il convient donc de préciser cette interdiction. Il est souhaitable que les campings et terrains aménagés puissent densifier leurs emplacements au sein de leur périmètre actuel, et que le remplacement d'un mobil-home vétuste puisse être autorisé.

-La Communauté de Communes de la Région d'Audruicq est compétente en matière de « travaux expérimentaux visant à reconstituer le cordon dunaire au droit du lotissement des Escardines ». Des aménagements ont été réalisés au pied du cordon dunaire afin de favoriser l'accumulation de sable (casiers à sable, épis, ganivelles...). Un Programme d'Actions et de Prévention des Inondations est en cours d'élaboration à l'échelle du Pôle Métropolitain de la Côte d'Opale et prévoit que des actions puissent être menées afin de protéger le cordon dunaire. Il convient donc de veiller à ce que le PPRL ne soit pas un obstacle à la réalisation de futurs travaux qui pourraient être engagés (renforcement des ouvrages existants, transfert de sable...).

-Le taux de financement des mesures obligatoires est limité à 40% et le montant total des mesures obligatoires est plafonné à 10% de la valeur vénale du bien. Il convient de préciser ce plafonnement. Signifie-t-il que les mesures prescrites dans le PPRL ne pourront être imposées au-delà de 10% de la valeur vénale du bien ? Dans ce cas, comment les particuliers pourront-ils établir un ordre de priorité ?

-Un point rouge figure Route de l'Etoile (Voir extrait de plan joint) Aucun enjeu particulier sur cette parcelle ne semble justifier ce point rouge. Son retrait est donc demandé

#### **\*Observations afin de faciliter l'application du document par les services instructeurs des autorisations d'urbanisme :**

-Il convient de préciser et d'illustrer la notion de « changement de destination augmentant la vulnérabilité » : par exemple, la transformation d'un logement en gîte entraîne-t-elle une augmentation de la vulnérabilité ?

-Pour les constructions admises sous la cote de référence, notamment les constructions agricoles et celles exigeant la proximité immédiate de la mer, comment interpréter la condition suivante : « que leur implantation ne puisse se faire techniquement dans une zone moins dangereuse dans des proportions économiques acceptables » ?

-Il serait souhaitable de préciser, pour les extensions mesurées, qu'elles sont à usage d'habitation.

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire réuni le 15 juin 2016 et de la Commission Urbanisme réunie le 23 juin 2016, le Conseil Communautaire de la Région d'Audruicq émet, à l'unanimité, un avis favorable sur le projet de Plan de Prévention des Risques Littoraux de Gravelines, Oye-Plage et Grand-Fort-Philippe, assorti des observations mentionnées dans la présente délibération.

Acte rendu exécutoire

- ☒ compte tenu de l'envoi en Sous-Préfecture le *11 juillet 2016*  
☒ et de la publication le *11 juillet 2016*

Nicole CHEVALIER,

de la Région  
d'Audruicq

Présidente de la CCRA

Fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus,

Pour extrait certifié conforme,

La Présidente,

de la Région  
d'Audruicq

Nicole CHEVALIER



